

REPUBLIQUE DU BURUNDI  
PARTI POUR LE REDRESSEMENT  
NATIONAL (PARENA)

COMMUNIQUE DU COMITE DIRECTEUR DU PARENA

Le President de la Republique du Burundi vient d'informer l'opinion nationale et internationale de l'existence de negociations politiques entre son Gouvernement et le C.N.D.D

A la suite de la revelation de ce "secret de polichinelle" rendu inevitable par la circulation des proces verbaux de ces tractations secretes sur la place de Bujumbura, le Comite Directeur du Parena prend a nouveau l'opinion publique a temoin pour reaffirmer ce qui suit:

1 Une commission speciale des Nations Unies a etabli la realite d'un gEnocide planifie et perpetre contre la minorite ethnique tutsi et la minorite politique hutu a partir du mois d'octobre 1993 sur l'ensemble du territoire du Burundi.

2 Il serait des lors ahurissant et politiquement immoral d'envisager des "negociations-amnistiantes" avec les commanditaires, auteurs et coauteurs de ce genocide qui forment l'armature du CNDD.

3 L'ideologie du genocide, ambiante dans la sous-region, la quantite de sang des Barundi versee depuis octobre 1993 imposent une nouvelle donne dans le systeme de gouvernance de ce pays: le peuple burundais ne doit plus, bien malgre lui, etre embrigade a allure forcee dans des aventures pseudo-democratiques aux issues fatales comme cela est le cas depuis le debut des annees 1990.

4 Nous demandons instamment au Gouvernement de la Republique, appele par derision "Gouvernement en place au Burundi" par le CNDD, de s'atteler avant tout et sans attendre a deux devoirs urgents de l'heure: assurer la securite des citoyens menaces d'extermination, rechercher et traduire en justice les commanditaires, les auditeurs, coauteurs et complices des crimes et du genocide commis depuis octobre 1993. Tout le reste lui sera accorde par surcroit !

5 Pour sortir de la tragEdie dans laquelle vEgE8te le Burundi, toutes les forces politiques et morales saines de ce pays doivent Elaborer une plate forme qui dEtermine les nouvelles rEgles de coexistence pacifique entre toutes les communautEs vivant au Burundi A travers un FORUM NATIONAL SOUVERAIN. C'est-A-dire non embrigadE par le "Gouvernement en place". Ce forum constitue un acte fondateur qui dEboucherait sur une constitution adaptEe aux rEalitEs socio-politiques de ce pays.

6 Le PARENA a ete traite de tous les noms lorsqu'il a refuse de cautionner les bricolages sans issue elabores dans le cadre de la convention de gouvernement de triste memoire. Helas, la suite a montre que c'est lui qui

avait raison !

7 Aujourd'hui, malgrE la mise en garde et les menaces qui pesent sur bon nombre de nos militants et nos dirigeants notamment la sEquestration arbitraire du President du PARENA, le Col. JB BAGAZA, nous conjurons l'opinion publique de convaincre le pouvoir en place a ne pas s'organiser en regime de transition vers la restauration du pouvoir qui a organise les crimes de genocide perpetres au Burundi depuis octobre 1993. L'histoire ne le lui pardonnerait pas.

8 Si au lendemain du 25 juillet 1996, le pouvoir s'est engage a negocier, cela ne lui donne pas moralement le droit de le faire avec n'importe qui et de negocier n'importe quoi. S'agissant d'une question de vie ou de mort des citoyens, les "negociateurs" eventuels ont interet a conserver, sous coffre-fort ignifuge, les termes de leurs mandats et les noms de leurs mandants !

Fait a Bujumbura, le 15 mai 1997

Pour le Comite Directeur du PARENA

Le Representant Legal - Suppleant

Athanase NDIKUMAKO

SE